

L'après-Hosni Moubarak

A trois ans des prochaines élections présidentielles, la question de la succession du rais est déjà posée et les noms des possibles candidats commencent à circuler.

Depuis son élection comme chef de l'Etat en 1981, Hosni Moubarak s'est refusé à nommer un vice-président qui pourrait prendre le pouvoir en cas de défection ou devenir à son tour président, comme ce fut le cas après la mort de Nasser ou de Sadate. En 2004, le rais a été hospitalisé en Allemagne et certains médias égyptiens ont annoncé son décès, laissant redouter aux Egyptiens un Etat sans Président. Même si la nouvelle était fautive,

la question d'une succession de Moubarak a donc déjà été posée. Dans cette perspective, les rumeurs vont bon train aujourd'hui encore. L'entrée de son fils Gamal Moubarak en politique est un sujet de conversation. En février 2000, il est devenu membre de la direction du Parti national démocratique (PND), au pouvoir. Intervenu à l'initiative du président Moubarak, le baptême du feu de Gamal a coïncidé avec une opération de



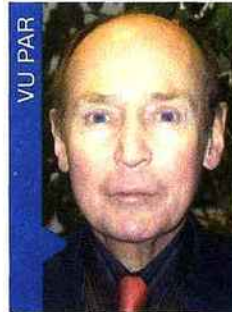
Gamal Moubarak.

rajeunissement des instances suprêmes du PND et son élargissement aux hommes d'affaires et aux «quadras». La vieille garde a protesté du bout des lèvres contre l'intrusion de la «famille» présidentielle. Ce à quoi l'entourage de Moubarak a répliqué que le choix de Gamal n'avait rien à voir avec sa filiation, qu'il ne le devait qu'à son mérite. Le Président se refuse encore à l'heure actuelle à dire clairement sa position sur le futur présidentiable. Mais les observateurs s'accordent à dire qu'Hosni

Moubarak souhaite réellement mettre en place une dynastie au pouvoir. Toutefois, il reste du chemin à parcourir avant qu'un tel rêve dynastique puisse voir le jour. Pour preuve, l'intronisation politique de Gamal n'a pas pu éviter au PND un véritable naufrage lors des dernières législatives en 2000. Celui-ci avait récolté moins de 27 % des sièges au Parlement. Le régime du rais est un régime finissant et Gamal Moubarak n'a pas encore insufflé de vent de

jeunesse sur la politique égyptienne. De plus, il éprouve des difficultés à se détacher de l'image de son père. Enfin, il y a une carte qu'il ne faut pas exclure du jeu, celle de l'armée, qui souhaiterait voir l'un des siens accéder à la fonction suprême en 2011. Au-delà du fait que l'Egypte vit sous état d'urgence depuis octobre 1981, date de l'assassinat de Sadate, l'armée est un élément important du paysage politique.

Le pays est encore sous la férule des «officiers libres». Depuis la révolution de juillet 1952, la présidence a toujours échu à un général, de Mohamed Naguib à Hosni Moubarak en passant par Nasser et Sadate. Les «officiers libres» ne sont certes plus très jeunes, mais un Omar Souleimane, patron des services de renseignements militaires (les Moukhabarate) ou un Magdi Hatata, chef d'état-major général, se verraient bien en successeurs d'un Président que 27 années de pouvoir n'ont pas manqué d'user.



VU PAR

Philippe Moreau Defarges, chercheur à l'Ifri*

«Un pays caractérisé par la fin d'un règne»

■ «Il faut bien comprendre que Moubarak est au pouvoir depuis longtemps. Le système politique est bloqué et la situation économique très difficile car le poids démographique est très lourd. Les forces d'opposition sont représentées pour l'essentiel par les Frères musulmans. Mais ce groupe est tiraillé entre la volonté d'obtenir une reconnaissance politique et le fait d'être muselé par le pouvoir en place. Le régime de Moubarak a laissé les Frères musulmans accéder à tout ce qui touche la culture et la société, ce qui permet au régime de garder un œil sur eux. Mais je pense sincèrement qu'il faut rester prudent car la poussée exercée lors des

élections législatives n'est pas révélatrice d'une réelle tendance, en tout cas pour les élections municipales d'aujourd'hui. Evidemment, le scrutin municipal va être très étudié mais il ne faut pas oublier que les élections sont souvent faussées voire manipulées. La question clé de cet enjeu électoral reste, de toute évidence, l'observation du pouvoir finissant de Moubarak. Le résultat des élections municipales ne jouera pas sur les réformes politiques, du moins je ne crois pas. De toute manière, la mobilisation des électeurs, que ce soit pour les législatives ou les municipales, n'a jamais été très importante.»

* Institut français des relations internationales.

Repères



© ABAKA

GAMAL MOUBARAK

■ Diplômé de l'université américaine au Caire, Gamal Moubarak est passé, en quelques mois, de la commission Jeunesse à l'exercice de la fonction la plus importante au sein de l'immense parti unique au pouvoir.

SUZANNE MOUBARAK

© Y. SANGHVI/AFIP



■ Première dame d'Egypte, Suzanne Moubarak a pris son rôle très au sérieux en créant de nombreuses associations. Ainsi à vu le jour, en 1977, l'Association de la protection intégrée en vue d'améliorer les services sanitaires et sociaux aux élèves des écoles primaires et aux handicapés. Parallèlement à cette action, elle participe depuis longtemps au Conseil national de l'enfance et de la maternité, où elle préside le comité technique consultatif. Elle encourage les initiatives liées à l'enseignement aux jeunes filles, dans le but de réduire le taux d'analphabétisme et de les encourager à la scolarisation. Elle a en l'occurrence consacré l'année 2003 à la jeune fille égyptienne.

ALAA MOUBARAK

© A. MARDIHI



■ C'est le premier fils du couple présidentiel. Connu au sein de la population égyptienne pour ses frasques avec la justice, lors d'affaires de marchés publics, il est aujourd'hui très critiqué. A la différence du fils cadet, il reste aux yeux des Egyptiens celui qui ne se soucie pas de l'image qu'il véhicule, au risque parfois d'entacher l'image de la famille présidentielle.